



COMPTE-RENDU DU COMITE LOCAL D'EVALUATION DE PROJET

Projet d'appui à la Stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'Etat de Droit - PROSMED 17 mars 2021

Bureau du PNUD au Mali
Réunion via ZOOM

Liste des participants :

- Alfredo Teixeira, *Représentant Résident ai*, PNUD
- Filippo Di Carpegna, *Conseiller Etat de droit*, PNUD
- Henri Mashagiro, *chef du bureau de Mopti*, PNUD
- Issa Bamba, *cluster croissance inclusive*, PNUD
- Albert Mirindi, *Point focal genre*, PNUD
- Christophe Legrand, *PMSU*, PNUD
- Tsagao Traore, *CTA projet prison Mandela*, PNUD
- Maina Bagale, *spécialiste infrastructures*, PNUD

- Karin Grimm, *Policy Specialist, Women, Peace and Security*, ONU FEMMES
- Yassine Fatnassi, *Chef du pilier Développement*, MINUSMA-UNPOL
- Elodie Moser, *Officier des Affaires Judiciaires*, MINUSMA-SAJP

- Mamadou Sow, *Conseiller technique*, Ministère de la sécurité et de la protection civile (MSPC)
- Assa Konate, *Conseiller technique*, Ministère de la Réconciliation Nationale (MRN)
- Doubeirou Diallo, *Secrétaire permanent PNLEVT*, Ministère des affaires religieuses et du culte (MARC)
- Daoudam Diabate, *Expert auprès du Secrétariat permanent PNLEVT*, Ministère des affaires religieuses et du culte (MARC)

I. Ouverture de la séance

La réunion du Comité Local d'Examen du Plan d'Initiation du Projet d'appui à la stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'Etat de droit (PROSMED) s'est déroulée de 11h00 à 12h00 via ZOOM à cause des restrictions dues à la pandémie de la COVID-19.

La séance a été ouverte et présidée par M. Alfredo Teixeira, Représent Résident a.i. qui a remercié les participants de prendre part à ce comité local d'évaluation de projet et a rappelé le rôle de ce comité dans le processus de programmation du PNUD. Il a en outre remercié les représentants des ministères, d'ONU Femmes et de la MINUSMA pour l'excellent partenariat avec le PNUD.

II. Présentation du PROSMED

Après un tour de table des participants, le Conseiller Etat de Droit du PNUD a expliqué brièvement ce qu'il convient d'entendre par Comité Local d'Examen de projet (CLEP), en insistant sur le fait qu'il s'agit d'une exigence mandataire de faire examiner le document de projet par les partenaires en vue d'intégrer leurs avis dans le document final avant sa signature.

Il a rappelé que ce projet a été précédé par une phase d'initiation réalisée à travers deux projets (PIP PROSMED, Programme régional LG) et qu'il a fait l'objet de nombreuses consultations préalables tant avec les partenaires nationaux qu'avec les principaux partenaires techniques et financiers intervenant dans ce secteur.

Le projet ainsi que ses 4 résultats attendus et la théorie de changement ont été présentés en détail :

- R1 : Les populations bénéficient d'infrastructures de paix et de mécanismes de gestion et prévention des conflits efficaces, inclusifs et accessibles à tous
- R2 : Les populations retrouvent la confiance et ont un accès effectif à des services de sécurité, justice et des institutions des droits de l'homme plus efficaces et transparents
- R3 : La corruption au sein des services publics, et en particulier ceux de la sécurité et de la justice, est diminuée grâce aux efforts de prévention et de répression et au renforcement du contrôle citoyen des populations
- R4 : Les communautés sont plus résilientes face aux discours en lien avec la radicalisation et l'extrémisme violent

Il a indiqué que ce programme est aligné aux stratégies nationales et au cadre d'intervention des Nations Unies au Mali. Il s'insère en outre dans une approche régionale (stratégies Sahel) et adopte une approche genre et jeunesse transversale. Ce projet sera mis en œuvre conjointement par le PNUD avec ONU Femmes et la MINUMA et en partenariat étroit avec plusieurs agences (FNUAP, ONUDC, OIM, UNESCO) ainsi que les partenaires techniques intervenants dans le secteur de la cohésion sociale, sécurité, justice, lutte contre la corruption et prévention de l'extrémisme violent. Le ciblage géographique (20 cercles) a en outre été présenté et justifié sur la base des consultations avec les partenaires et des stratégies nationales (Plan Maliko, PSIRC, Cadre de stabilisation du centre).

L'évaluation sociale et environnementale (SESP) a été présentée en indiquant que le niveau de risque était faible. En termes de marqueur genre, il a proposé l'adoption d'un marqueur GEN 2 étant donné que l'égalité du genre n'est pas l'objectif principal mais le projet a des interventions significatives et consistantes sur ce sujet (un produit par résultat) et que plus de 15% du budget était alloué à des activités en lien avec l'égalité du genre.

Le conseiller Etat de droit a terminé en rappelant que la version partagée du PROSMED intégrait les commentaires reçus de la part notamment de la part des ministères concernés ainsi que des collègues du PNUD, d'ONU Femmes et de la MINUSMA.

III. Observations/Commentaires sur le document présenté

Au terme de la présentation, les participants ont été invités à formuler des observations et recommandations. Les représentants du MSPC (M. Mamadou Sow), MRN (Ms Assa Konate) et MARC (M. Doubeirou Diallo) ont tous insisté sur la pertinence du projet et confirmé que leurs commentaires avaient déjà été pris en compte. Les collègues d'ONU Femmes (Ms Karin Grimm) et de la MINUSMA (M. Yassine Fatnassi et Ms Elodie Moser) ont précisé qu'ils étaient très heureux de cette opportunité de mise en œuvre conjointe qui allait permettre d'assurer une meilleure cohérence et durabilité des actions des trois acteurs concernés (PNUD, ONU Femmes et MINUSMA). Les collègues du PNUD sont

intervenues à leur tour pour confirmer la pertinence du projet (M. Issa Bamba), le choix du marqueur GEN2 (M. Albert Mirindi), féliciter le travail réalisé en ce qui concerne la théorie du changement, les indicateurs et l'analyse des risques (M. Christophe Legrand) et insister sur l'importance d'une forte coordination des actions prévues dans les zones de mise en œuvre à travers les bureaux de Mopti et de Gao du PNUD (M. Henri Mashagiro)

IV. Décision prise et conclusion de la réunion

A l'issue de la réunion, le projet a été déclaré adopté dans sa version actuelle, la SESP validée et le marqueur GEN2 confirmé. Le Représentant Résident a.i. a remercié à nouveau tous les participants et a indiqué que le document de projet sera à nouveau partagé avec les 4 ministères signataires pour une dernière série de commentaires avant de passer à sa signature.

V. Signature

Alfredo Teixeira, Représentant Résident a.i

Alfredo



Date :

FD

ANNEXE :

Présentation du PROSMED

Phase d'initiation

- PIP PROSMED, Programme régional LG
- Durée: 1/01/2020-30/06/2021
- Budget: \$ 2 658 659 (Danemark, Suède, Pays-Bas, Royaume-Uni, Norvège, PNUD)
- Objectifs:
 - Evaluations préalables: Justice pour enfants, acteurs de lutte contre la corruption, fonctionnement des juridictions, facultés de droit
 - Identification/renseignement des indicateurs: Etude Point Sud/SIPRI
 - Activités pilotes: appuis stratégiques MRN, MJDH et MARC ; commissariat et TI de Djenne ; CCS ; CNDH

Consultations préalables :

- **Au niveau national:** MJDH, MSPC, MRN, MARC, CRSS, CNDH, OSC
- **Au niveau régional:** Mopti, Ségou, Gao, Menaka, Kayes, Koulikoro et Sikasso
- **SNU:** MINUSMA (DAC, HCDH, SAJP, UNPOL, RSS-DDR), ONUFEMMES, UNICEF, ONUDC, OIM, UNESCO, FNUAP
- Cartographie des **PTF** intervenants dans les différents secteurs et **mapping** des interventions dans les zones ciblées

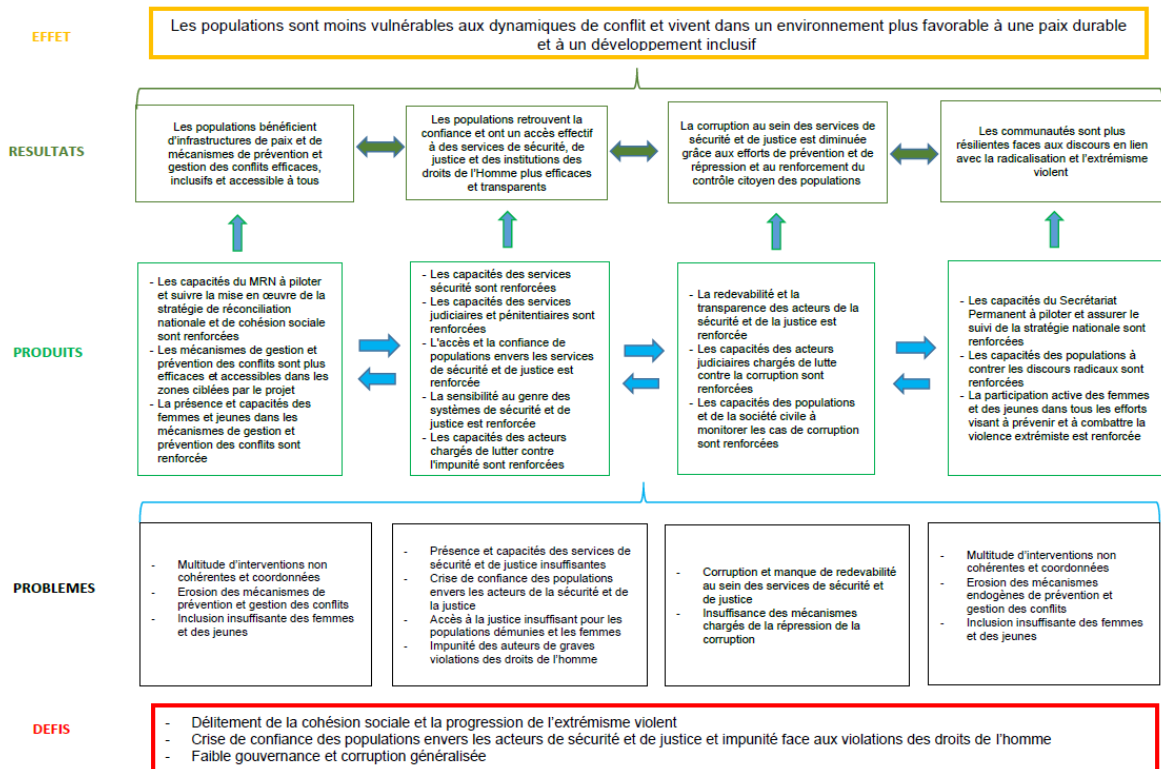
Projet PROSMED :

- **Durée du projet: 2021 – 2024**
- **Partenaires nationaux:**
 - ✓ Ministère des Affaires Etrangères et de la coopération Internationale
 - ✓ Ministère de la justice et des droits de l'Homme
 - ✓ Ministère de la sécurité et de la protection civile
 - ✓ Ministère de la réconciliation nationale
 - ✓ Ministère des affaires religieuses et du culte
 - ✓ Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité
 - ✓ Commission Nationale des droits de l'homme
- **Budget:**
 - ✓ Budget total: **USD 30,000,000**
 - ✓ Budget disponible: **USD 2,271,725**
 - ✓ Budget à mobiliser: **USD 27,723,275**
 - ✓ Royaume-Uni, Trust Fund MINUSMA, PNUD

Résultats attendus :

- Les populations bénéficient d'infrastructures de paix et de mécanismes de gestion et prévention des conflits efficaces, inclusifs et accessibles à tous
- Les populations retrouvent la confiance et ont un accès effectif à des services de sécurité, justice et des institutions des droits de l'homme plus efficaces et transparents
- La corruption au sein des services publics, et en particulier ceux de la sécurité et de la justice, est diminuée grâce aux efforts de prévention et de répression et au renforcement du contrôle citoyen des populations
- Les communautés sont plus résilientes face aux discours en lien avec la radicalisation et l'extrémisme violent ».Prévention et lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation des populations

Théorie du changement



Alignement les stratégies nationales

- **Cadre Stratégique pour la relance économique et le développement durable du Mali (CREDD 2019-23)** (axe 1)
- **Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger** (titre 3 et 5)
- **Dialogue national inclusif** (thématiques 1-4)
- **Chartre de transition et programme d'action du gouvernement de transition 2020-22.**
- **Plan de Sécurisation Intégrée des Régions du Centre (PSIRC) et stratégie de stabilisation du centre du Mali, plan MALIKO**
- **Stratégie sectorielle:**
 - ✓ **Stratégie nationale de cohésion sociale et de réconciliation nationale** en cours d'adoption
 - ✓ **Stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité** en attente d'adoption définitive
 - ✓ **Loi d'orientation et de programmation pour le secteur de la justice (2020-24)** adoptée en décembre 2019
 - ✓ La **politique nationale de Prévention et de lutte contre l'Extrémisme Violent**, notamment les axes 2 (protection), 3 (poursuite) et 5 (cohésion sociale).
 - ✓ Le **Plan d'Action National de la résolution 1325 (2019-2023)** notamment les résultats 1.3 et 3.1

Approche UN

- **ODD 16** (16.1, 16.3, 16.5 et 16.a) et **5** (5.3 et 5a)
- UNSDCF (Effets 1 et 2)
- **Document de Programme Pays du PNUD (DPP)** (Produits 1.1-2-3)
- **Cadre Stratégique Intégré du Système des Nations Unies au Mali (ISF 2019-2021)** (priorités 2, 3 et 4)
- **Résolution 2531 (2020)**

- **Cadre Stratégique Intégré du Système des Nations Unies pour la Transition (ISTP 2020-2021)** (priorités 1, 2, 5 et 5).

Approche régionale

- **Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et le Plan de soutien de l'ONU au Sahel.**
- **Alliance Sahel**
- **Facilité régionale de stabilisation du Liptako-Gourma**

Approche Genre

- Analyse transversale genre
- Approche transversale avec produits dédiés dans les 4 résultats
- Stratégie genre du PNUD Mali 2019-22 (Axe 1)

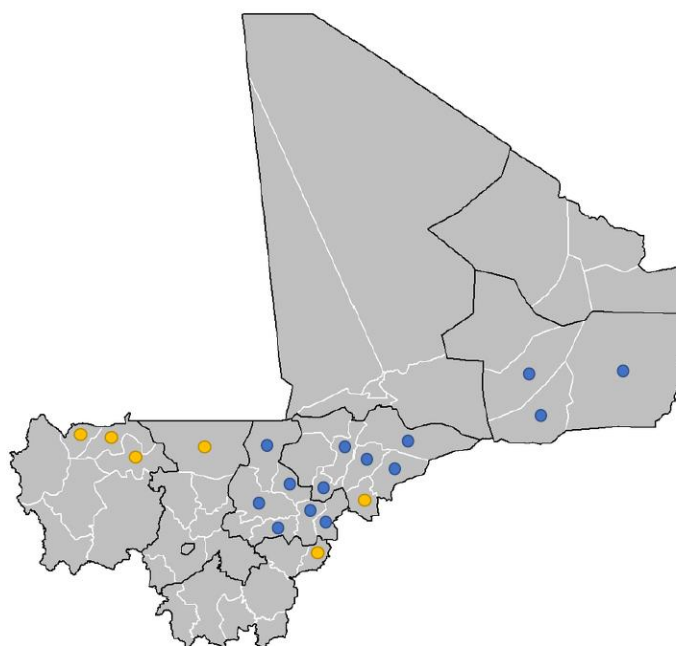
Approche jeunesse

- Approche transversale avec produits dédiés dans les 4 résultats
- Stratégie jeunesse des Nations Unies au Mali.

Stratégie d'intervention :

- Approche GFP
- Mise en œuvre conjointe: PNUD, ONU Femmes, MINUSMA (DAC, SAJP, DDHP, UNPOL).
- Partenariat: UNCT (FNUAP, ONUDC, OIM, UNESCO)
- Coordination étroite avec les partenaires internationaux

ZONES GEOGRAPHIQUES D'INTERVENTION DU PROSMED



● **Interventions en cours** : Mopti, Koro, Djenne (Mopti) ; Bandiagara (Bandiagara) ; Douentza (Douentza) ; Segou, Bla, Macina, Tominian, Niono (Segou); San (San); Gao, Ansongo (Gao) ; Menaka (Menaka);
● **Interventions planifiées**: Bankass (Mopti); Diéma, Yelimane (Kayes); Nioro (Nioro); Nara (Nara); Yorosso (Sikasso).

- Discussion avec les 6 institutions concernées par le projet
- Niveau de conflictualité de ces zones

- Niveau de violence de ces zones : ce critère a été utilisé pour identifier les cercles du Centre-Nord les plus critiques mais où des interventions sont encore possibles sans besoin d'un déploiement sécuritaires excessif.
- Stratégies nationales en matière de redéploiement des forces de sécurité : notamment du plan Maliko, la dernière liste des PSDG et le plan de retour de l'administration en cours de finalisation sous la coordination du CRSS.
- Complémentarité avec des interventions déjà en cours dans ces zones : notamment les constructions d'infrastructures sécuritaires en cours de réalisation par UNPOL MINUSMA et l'UE (projet PARSEC/PSDG).
- **Evaluation sociale et environnementale (SESP)**: pas de risques identifiés
- **Marqueur Genre (GEN)**: GEN 2 – « Egalité du genre n'est pas l'objectif principal mais le projet des interventions significative et consistante sur ce sujet » Budget: + de15%

Commentaires reçus et intégrés

- MSPC, MARC, MRN, MJDH, CRSS, CNDH
- PNUD
- MINUSMA (DAC, SAJP, UNPOL)
- ONU Femmes
- RoL Global Program NY